

Les multinationales doivent **rendre** **des comptes !**



LES MULTINATIONALES DOIVENT RENDRE DES COMPTES !

Les sociétés actives dans le monde entier doivent se comporter correctement. Sinon, elles doivent payer pour les dommages qu'elles causent. C'est pourquoi il faut voter Oui le 29 novembre à l'« initiative pour des multinationales responsables ».

Les entreprises qui causent des dégâts doivent assumer

Glencore, Syngenta, LafargeHolcim, Nestlé : les noms de multinationales basées en Suisse font régulièrement la une pour des violations des droits humains et du droit du travail, et parce qu'elles sont à l'origine de dommages considérables à l'environnement. Un Oui à l'initiative pour des multinationales responsables permettra enfin de prendre des mesures efficaces contre les grandes sociétés sans scrupules : elles devront répondre de leurs actes lorsqu'elles se comportent mal.

Une évidence

Ce que l'initiative demande devrait aller de soi : les grandes sociétés (les PME ne sont pas concernées) doivent répondre des violations des droits humains et des dégâts à l'environnement. L'initiative donne aux personnes concernées le droit de porter plainte en Suisse, en apportant la preuve que l'entreprise est responsable des infractions en question. La plainte sera rejetée si l'entreprise concernée a pris les mesures appropriées pour les éviter.

Travail des enfants, rivières empoisonnées, syndicalistes victimes de violence

La liste des infractions commises par des multinationales suisses dans des pays étrangers est longue : travail des enfants dans des plantations de cacao, exploitation de la main-d'œuvre dans des usines de textile, contamination de rivières lors de l'extraction de matières premières, violences contre les militant-e-s syndicaux. Mais actuellement, il est pratiquement impossible de demander des comptes à ces sociétés et à leurs filiales pour ces agissements. C'est précisément ce que l'initiative veut changer.

L'irresponsabilité ne doit pas être un avantage concurrentiel

La plupart des entreprises se comportent correctement. Mais quelques grands groupes sans scrupules se moquent des droits humains et du droit du travail le plus élémentaire, et se croient au-dessus des normes environnementales. Leur comportement irresponsable leur procure des avantages concurrentiels. Ils échappent aux conditions de travail en vigueur en Suisse en pratiquant à l'étranger la sous-enchère salariale et en méprisant la sécurité au travail. Pour mettre fin à cela, nous avons besoin de l'initiative pour des multinationales responsables.

Des employés de Glencore en RDC accusent le groupe d'"esclavage"

La Liberté, 22 février 2018

Le travail des enfants dans les mines de cobalt embarrasse les exploitants suisses

swissinfo.ch, 3 mai 2020

Les nombreuses failles du contrôle de l'or en Suisse

Le Temps, 15 septembre 2020

Syngenta accusé d'empoisonner des paysans

24 heures, 18 septembre 2018



Encadré : le cas Glencore

La fédération syndicale internationale Industriall a examiné récemment les conditions de travail dans les mines de cuivre et de cobalt de Glencore en République démocratique du Congo. Elle y a constaté des « violations systématiques des droits humains et du droit du travail ». Des employé-e-s de ces mines ont fait état de « mesures de sécurité catastrophiques, de menaces permanentes de licenciement et de discriminations salariales de nature raciste ». Dans plusieurs autres pays, des employé-e-s de Glencore se plaignent régulièrement de violations des droits fondamentaux.



« Les entreprises qui respectent les règles n'ont rien à craindre, et les emplois ne sont donc pas menacés. L'initiative récompense celles qui font des affaires honnêtement. »

Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse

« Il n'est pas acceptable que des multinationales profitent des bonnes conditions-cadres qu'offre la Suisse, mais violent les droits humains à l'étranger. »

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse



« Le travail des enfants, l'exploitation d'employé-e-s du textile, les contaminations de fleuves et les violences contre les syndicalistes ne peuvent pas rester impunis. »

Vania Alleva, présidente d'Unia

« L'initiative est à la fois juste et pragmatique : elle rappelle les grandes multinationales sans scrupules à leurs responsabilités, tandis que les PME ne sont pas concernées. »

Arno Kerst, président de Syna



**OUI À L'INITIATIVE POUR
DES MULTINATIONALES
RESPONSABLES**

